

EN POURSUIVANT VOTRE NAVIGATION SUR CE SITE, VOUS ACCEPTEZ L'UTILISATION DE COOKIES POUR VOUS PROPOSER DES CONTENUS ET SERVICES ADAPTÉS À VOS CENTRES D'INTÉRÊTS ET NOTRE POLITIQUE DE CONFIDENTIALITÉ. EN SAVOIR PLUS ET GÉRER CES PARAMÈTRES.

EDITION
FR



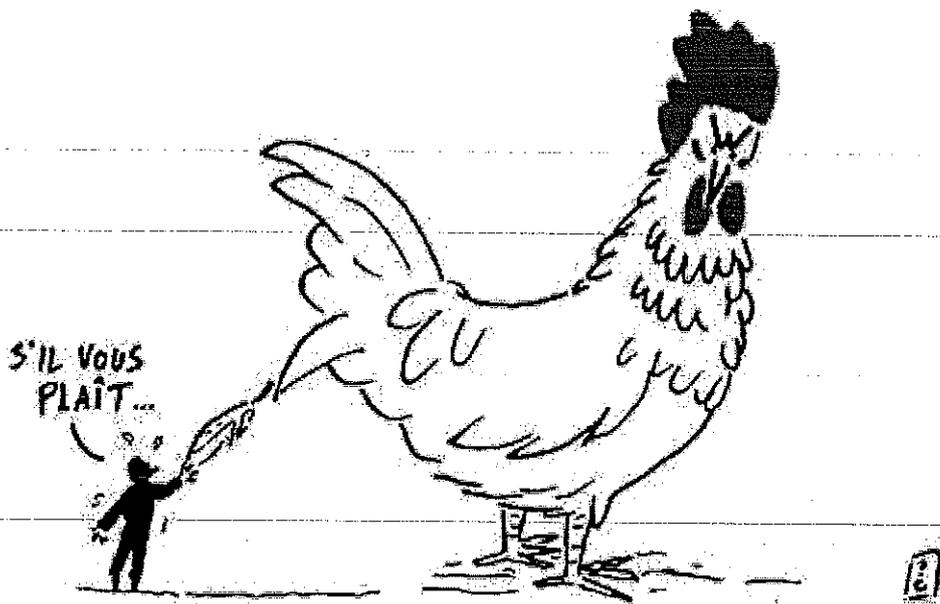
ÉCONOMIE 24/01/2019 14:59 CET | Actualisé 25/01/2019 10:42 CET

Impôt à la source: les agents du fisc appelés à une journée d'action nationale lundi

Cette décision des syndicats des finances publiques intervient alors que plusieurs millions de salariés vont bientôt être concernés par l'impôt à la source.



Par Pauline Chateau



JOHANNA CHMAKOFF

Impôt à la source: les agents du fisc appelés à une journée d'action nationale lundi

IMPÔTS - "Les choses se déroulent comme prévu", s'est félicité Gérald Darmanin, le 15 janvier dernier, lors d'une conférence de presse. Vraiment? Près d'un mois après la mise en oeuvre du prélèvement à la source, la réalité se révèle bien moins rose que le

ministre de l'Action et des comptes publics ne l'affirme, selon les syndicats des finances publiques.

L'intersyndicale des fonctionnaires a en effet décidé d'appeler les agents à une action nationale à partir du lundi 28 janvier durant 15 jours, ce jeudi 24 janvier. La CGT, Force ouvrière et la CFDT appellent aussi à une grève des agents des plateformes d'appel à partir de lundi prochain, dans un communiqué. Une décision qui intervient alors que plusieurs millions de Français, salariés et fonctionnaires, vont constater l'impact réel de l'impôt à la source sur leur fiche de paie, d'ici la fin du mois.

Un contexte de diminution des effectifs

"Nous avons décidé d'une action nationale de quinze jours à compter du lundi 28 janvier, en sachant qu'on va faire des temps forts avec un jour de blocage par semaine le mardi 5 février notamment", nous confirme la secrétaire nationale de Solidaires, Anne Guyot-Welke. "Je pense que le mouvement va être particulièrement suivi dans les plateformes d'appel", prédit Guillaume Inizian, secrétaire de la section CGT Finances publiques de la Direction impôts services, dont les trois pôles se situent à Lille, Nancy et Rouen.

La décision d'une action nationale intervient alors que des actions ont débuté la semaine dernière à l'échelle locale, afin de dénoncer les suppressions de postes à venir ainsi que la mise en oeuvre du prélèvement à la source. En Gironde, dans le Finistère et à Pau, les agents du fisc se sont notamment mobilisés.

Contactée par *Le HuffPost*, la Direction générale des Finances publiques ne souhaite pas faire de commentaire sur cet appel des syndicats. Elle indique néanmoins que des mouvements de grève interviennent, tous les ans, à cette période de l'année, après le vote, dans le cadre du projet de loi de finances (PLF), de suppressions de postes dans la fonction publique. Elle invite donc à distinguer le mouvement social actuel et la réforme du prélèvement à la source.

Pour rappel, la mise en place de ce chantier d'ampleur intervient dans un contexte de diminution des effectifs. Un objectif de 20.000 postes supprimés d'ici la fin du quinquennat, a notamment été avancé dans les colonnes du quotidien *Les Échos*, l'été dernier. Olivier Dussopt, secrétaire d'État chargé de la Fonction publique, a, lui, avancé un premier objectif de 2000 postes pour l'année 2019, en septembre dernier.

Des milliers de mails en attente

Depuis la mise en oeuvre du prélèvement à la source au 1er janvier, les agents du fisc se disent cependant débordés. Entre le 2 et le 14 janvier, les plateformes d'appels ont reçu un million de coups de fil, selon Bercy. "Le rythme est éprouvant, certains agents font désormais six heures de téléphone par jour, renseigne Guillaume Inizian. Nous sommes parfois confrontés à des contribuables agressifs."

À cela s'ajoutent les très nombreux mails, "87.420 adressés à l'administration" mi-janvier. Toutes ces demandes ne trouvent cependant pas de réponse, tant les agents sont sollicités par téléphone et aux guichets.

Bonjour @ImpotsGouvFr @ImpotsService, cela fait désormais 21 jours que je vous ai envoyé un mail via messagerie sécurisée concernant mon cas pour le prélèvement à la source et toujours aucune réponse. J'aimerais bien en avoir une, ou tout du moins un délai estimé...

— Thomas Cartier (@carttom) 21 janvier 2019

"Il n'y a pas d'affluence au guichet au niveau national"

Certains centres des impôts cumulent même plusieurs milliers de mails en attente d'être traités. "À l'heure actuelle, on en dénombre environ 4000 pour le seul centre impôts service de Rouen, soutient Guillaume Inizian. Cette organisation ne nous permet plus de remplir nos critères de qualité." Agent au service des impôts aux particuliers de Pessac et responsable de la section locale de la CGT en Gironde, Karine Joly confirme: "C'est considérable. Nous sommes seulement en train de traiter les demandes des contribuables qui datent de novembre. On est noyés".

Et pour cause, consigne a été donnée de donner la priorité absolue aux contacts directs. Faute de réponse, de nombreux contribuables se rendent donc aux guichets des centres d'impôts. Résultat, les files d'attente s'allongent, selon les syndicats. Un phénomène qui pourrait s'accélérer avec la mise en place de l'impôt à la source pour les salariés, générant du stress chez de nombreux fonctionnaires. "Il n'y a pas d'affluence au guichet au niveau national: avec 1 million d'usagers reçus depuis le 2 janvier, on reste en dessous d'une fréquentation d'une campagne de déclaration de revenus, à 5,4 millions

d'usagers reçus aux guichets en 2017, affirme la Direction générale des finances publiques (DGFIP). La DGFIP est en capacité et a l'habitude d'accueillir les usagers."

700 "réservistes" déployés en renfort en moins d'un mois

Preuve de la surcharge de travail sur les plateformes d'appel, la Direction générale des Finances publiques (DGFIP) a renforcé ses effectifs, avec 500 "réservistes" -des agents des finances publiques mobilisables- supplémentaires dans l'Hexagone. Pour rappel, elle en avait déjà déployé 200, au début du mois de janvier. "Cela porte à 1400 le nombre de nos agents d'accueil, des renforts qui sont de nature à absorber les questions ", nous assure la DGFIP. Issus des services de la gestion fiscale des particuliers, ils doivent recevoir des appels de contribuables et "ont l'habitude de gérer des dossiers de particuliers".

Mais quid de leurs missions initiales? "On leur demande de reporter la réalisation de leur travail, explique Anne Guyot-Welke, secrétaire nationale de Solidaires Finances publiques. On priorise de façon constante (...). Le souci, c'est que la surcharge de travail ne va pas s'arrêter au 31 janvier, mais elle va s'étaler dans le temps." "C'est un véritable cercle vicieux", renchérit Olivier Vadebout.

Une prime pour 40.000 agents, "insuffisant" pour les syndicats

Pour compenser ce qui est qualifié de "petite surcharge de travail", par le ministre Gérald Darmanin, une prime de 200 euros a été annoncée. Celle-ci est cependant bien loin de satisfaire les représentants des salariés. De fait, elle ne concerne que les agents mettant en oeuvre le prélèvement à la source, c'est-à-dire 40.000 personnes. "Avec le prélèvement à la source, tous les services se retrouvent désorganisés", assène le secrétaire général à la CGT Finances publiques.

Une lettre a même été adressée au ministre de l'Action et des comptes publics afin que la prime bénéficie à tous les agents, le 18 janvier, mais celle-ci est restée sans réponse. "La réponse du directeur général des Finances publiques, c'est non, rapporte Anne

Guyot-Welke, au lendemain d'une réunion avec la direction. Il nous a dit qu'il fallait accepter le caractère exceptionnel de cette prime. Nous sommes restés en désaccord."

Un courrier au ministre resté lettre morte

"Le Ministre G. Darmanin a salué à de nombreuses reprises l'engagement des agents de la DGFIP qui sont mobilisés sur le prélèvement à la source, rétorque la DGFIP. "C'est pourquoi il a décidé de verser cette prime non récurrente aux 40 000 agents (...). [Elle] couvre tous les agents qui travaillent sur le prélèvement à la source, y compris les services informatiques." Conditions et surcharge de travail difficiles, suppressions de postes... La question de la prime est intervenue comme "la goutte d'eau qui a fait déborder le vase", selon les syndicats, les poussant à décider de cet appel à une action nationale.



Illustration réalisée par **Johanna Chmakoff**.

Outre sa vie de super héroïne la nuit, Johanna vogue entre les animaux, les voyages, le dessin, la musique et la cuisine. Johanna décide de vivre ses passions en image et intègre l'école CESAN afin de devenir illustratrice.



Jeudi 24 janvier, à l'occasion de l'ouverture du Festival International de la Bande Dessinée d'Angoulême, toute la une du *HuffPost* est illustrée par des élèves du CESAN, première école de bande dessinée à Paris.

À voir également sur *Le HuffPost*: